

**TOURISME ET PROMOTION DES
ECHANGES AFRO - ARABES**

RESUME

**Premiere Foire Commerciale Arabo-Africaine
Tunis, Tunisie 22 - 31 Octobre, 1993**

PROMOTION DU TOURISME



**Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique**

Octobre 1993

INTRODUCTION

Considéré sous l'angle purement économique, le tourisme ne saurait être traité tel qu'il y a une décennie encore comme un secteur mineur. Ce fait est aussi valable pour les pays développés que pour ceux en développement. Les autorités responsables du développement accordent au tourisme une priorité certaine afin de tirer le maximum de profits de ressources touristiques facilement accessibles.

Malgré quelques fléchissements relatifs en certaines des années 80, le tourisme international a connu en Afrique une croissance continue. Le continent africain a réalisé de 1980 à 1991 une augmentation de 6 millions pour les arrivées et de 2 millions de dollars des EU pour les recettes au titre du tourisme international. La capacité d'accueil du continent, entre 1985 et 1990, a augmenté de 23,6 pour cent. Entre 1985 et 1990 la capacité d'accueil du continent est passée de 264.880 à 327.401 chambres. Le continent a enregistré environ 13 millions d'arrivées et 4,4 milliards de dollars des EU en 1991 malgré les crises mondiales (récession américaine et guerre du Golfe) qui ont marqué 1991.

Le continent africain ne représente cependant, par rapport au mouvement touristique mondial, que 2,90 pour cent des arrivées et 1,7 pour cent des recettes. Il ya donc domaine à mieux faire. Le taux annuel de croissance a été, entre 1981 et 1991, de 4,67 pour cent pour les arrivées et de 4,34 pour cent pour les recettes. Certaines régions ont également mieux exploité que d'autres leurs ressources touristiques. Ainsi, trois pays: le Maroc, la Tunisie et l'Afrique du Sud, à eux seuls, ont recueilli, entre 1980 et 1991, plus de 60 pour cent des recettes touristiques africaines. Ces résultats se justifient par le fait que ces pays ont su prendre de façon systématique les mesures nécessaires pour la promotion du tourisme. L'Afrique du Nord a réalisé, entre 1985 et 1990, une augmentation de sa capacité d'accueil d'environ 34 pour cent contre 16,3 pour cent au sud du Sahara. Les pays les mieux développés ont su, par des politiques responsables, prendre en charge l'exploitation de leurs ressources touristiques.

En Afrique sub-saharienne, les meilleures performances furent réalisées par l'Afrique australe et orientale. L'Afrique du Sud se situe au premier rang des dépenses touristiques avec 32,87 pour cent de l'investissement touristique du continent.

Le solde de la balance du tourisme est globalement positif pour l'ensemble du continent (2.869 millions de dollars des EU en 1990). C'est encore en Afrique du Nord que les résultats sont les plus probants avec un solde de 3.164 millions de dollars. Hormis cette sous-région le solde

est négatif. Notons cependant que la plupart des pays viennent de relancer leurs investissements touristiques. Assez souvent il s'agit de programmes de rénovation bien que certains pays continuent de réaliser des établissements haut de gamme.

La contribution du tourisme au développement global est mal identifiée. En 1990, la part de ce secteur aux recettes d'exportation a été, pour l'ensemble du continent, de 9,44 pour cent et la part des recettes touristique dans le produit national brut du contient de 2,52 pour cent.

Le tourisme prend ainsi une place de plus en plus importante dans les économies nationales individuelles. Les résultats enregistrés en 1991, qui ne fut cependant pas la meilleure année pour le tourisme, sont assez significatifs du dynamisme du secteur et de sa place en Afrique. Aux Seychelles, la part du tourisme dans le PNB est de 38,10 pour cent et il représente 37,69 des recettes d'exportation. Les activités touristiques marocaines représentent 38,15 pour cent des recettes d'exportation et 5,1 pour cent du PNB. Au Kenya avec 5,26 pour cent du PNB, le tourisme représente 42,03 des recettes d'exportation alors qu'en Egypte la part du tourisme aux recettes d'exportation est de 77,23 pour cent et 6,33 du PNB. La Gambie tire 55,32 pour cent des ses recettes d'exportation du tourisme qui représente 10,74 pour cent de son PNB. Au Sénégal le tourisme international représente 2,70 pour cent du PNB et vaut 25,33 des recettes d'exportation. Avec 26,51 pour cent des recettes d'exportation et 7,89 pour cent du PNB, le tourisme tunisien occupe la première place dans les exportations nationales. L'Ile Maurice, tout comme les Seychelles, eu égard aux résultats enregistrés en 1990 (22,35 pour cent des recettes d'exportation et 10,88 du PNB) a décidé de cibler son produit touristique sur le haut de gamme porteur de résultats économiques importants sans pour autant trop détériorer l'environnement.

L'analyse du flux touristique à destination de l'Afrique montre que l'Europe constitue le principal centre émetteur de touristes pour l'Afrique avec en 1990 , 42,2 pour cent des arrivées suivie de l'Amérique du Nord (3,8 %). L'Asie occidentale intervient pour 4,4 % sur les 5,5 pour cent réalisés par le continent asiatique.

A noter une nette évolution positive du tourisme intrarégional africain qui représentait, en 1990, 47,8 pour cent du mouvement touristique international africain contre seulement 26,7 pour cent en 1980. Cette évolution, si elle était basée sur une adaptation du produit touristique aux ressources du marché africain, serait une

contribution significative à la mise en oeuvre des politiques africaines de développement intégré. Au stade actuel de nos informations, il sera noté que les Etats africains accordent de plus en plus d'intérêt au développement du tourisme intra-africain.

Selon les estimations faites sur la base des données disponibles sur les premiers mois de l'année 1992, la croissance se poursuivra cette année encore. Les Etats africain mettent en oeuvre des actions promotionnelles en direction d'autres marchés, diversifient les produits offerts et cherchent à mieux maîtriser la gestion du secteur en réduisant la taille des entreprises et en facilitant l'intervention d'entreprises locales. Le vitalisme du tourisme et la prise de conscience effectuée par les africains quant aux contributions possibles du tourisme au développement du continent poussent à augurer que la contribution de ce secteur sera de plus en plus effective.

Une des conditions de cette contribution du tourisme sera la volonté politique des décideurs transformée en actions effectives facilitant le développement d'un tourisme africain effectivement tourné vers la contribution au bien être des populations africaines en premier lieu.

LA COOPERATION AFRO-ARABE EN MATIERE DE TOURISME

A. ETAT DE LA COOPERATION TOURISTIQUE AFRO-ARABE

1. Le mouvement touristique

1.1. Tourisme entre l'Afrique et les pays arabes non africains

Le tourisme africain a été et continue d'être dans de trop nombreux cas orienté vers la satisfaction d'une demande extérieure. D'où une forte dépendance et une extraversion de son produit touristique. Ces pays se sont positionnés plus comme prestataires de services touristique que comme pays consommateurs.

Les pays africains ont été amenés, dans l'optique de cette politique, à favoriser leurs relations avec les principaux pays émetteurs de touristes. Ainsi, pendant longtemps, l'on n'a pas pu se rendre compte que les touristes-du-voisinage constituaient la principale tranche du

mouvement touristique des pays qui réalisent les meilleures performance touristiques.

Bien que les pays africains offrent des possibilités touristiques importantes, la part du mouvement touristique entre l'Afrique et les pays arabes non africains n'a représenté que 4,88 pour cent du mouvement enregistré en 1990. L'analyse des résultats montre, pour l'ensemble de la région Moyen Orient, d'après l'OMT, la répartition suivante :

1.	Afrique de l'Est:	0,5%	du total sous-régional
2.	Afrique centrale:	0,42%	du total sous-régional
3.	Afrique du Nord:	7,52%	"
4.	Afrique occidentale:	0,69%	"
5.	Afrique australe:	2,55%	"

Il est souhaitable qu'une analyse plus détaillée permette de déterminer avec plus d'acuité la part réelle des pays non africains membres de la Ligue Arabe dans le flux touristique des pays africains.

Au stade actuel des informations, l'on pourrait tirer certaines indications:

1. Les pays de la Ligue arabe ne sont pas encore considérés comme marché touristique à destination des pays africains;
2. Les relations touristiques entre les deux entités sont faibles à moins que l'on prenne en compte le "haj" annuel aux lieux saints de l'Islam;

En effet, depuis des siècles les Africains se rendent aux lieux saints de l'Islam pour accomplir le "haj". Ce mouvement s'est intensifié ces dernières décennies avec l'amélioration des facilitations pour les voyages et séjours. Bien que ne disposant pas de chiffres exacts l'on peut considérer ce mouvement annuel comme le plus important déplacement en une période très limitée de populations africaines vers un pays de la Ligue des Etats arabes. Outre l'aspect strictement religieux le voyage comporte des composantes socio-culturelles très importantes sans oublier le renforcement du mouvement

commercial entre l'Afrique et le Monde arabe. Nous n'insisterons pas sur cette activité nous contentant de mentionner le "haj" comme un élément très important des relations entre les pays africains et le monde arabe. Peut-être faudra-t-il prendre en compte ce phénomène dans l'analyse des échanges entre les deux groupes. Retenons seulement que le pèlerinage a joué un rôle primordial dans le renforcement de la solidarité entre les divers types de populations.

3. La clientèle originaire des pays de la LEA est essentiellement constituée d'hommes d'affaires et de personnalités disposant de ressources importantes. A signaler que la proximité de l'Egypte permet à ce pays de recevoir une clientèle de catégorie de classe moyenne;
4. Le domaine privilégié des relations est constitué par l'investissement de capitaux arabes dans des projets touristiques africains et principalement dans les pays arabes d'Afrique.

1.2. Mouvement touristique entre les pays africains arabes et le reste de l'Afrique

Les relations entre l'Afrique arabe et l'Afrique non arabe sont caractérisées par leur diversité et leur richesse. Il n'est pas envisagé de les développer exhaustivement ici.

En se référant au seul domaine de la coopération intra africaine en matière de tourisme, l'on constate que ces pays entretiennent globalement et individuellement avec les pays africains au Sud du Sahara des relations de coopération touristique plus riches dans bien des cas que celles qui existent entre les pays du Sud du Sahara eux-mêmes. Ces relations sont plus du domaine du transfert de technologie que des voyages touristiques traditionnels. Il faut cependant signaler que le mouvement de populations entre riverains du Sahara, et ce pour des motifs pacifiques, sont plus intenses qu'en dehors de cette zone.

Les pays africains membres de la Ligue arabe sont à la charnière des relations entre l'Afrique et le Monde arabe. Ils bénéficient d'un courant touristique important venant des pays arabes. Les investissements tant privés que public provenant de ces pays ont assuré efficacement la relève de capitaux provenant d'autres sources. Les pays arabes de la

région disposent de meilleures institutions de formation professionnelle forment des ressortissants des pays africains non arabes et aussi ceux des pays arabes non africains. Quantitativement le flux "touristique des pays africains membres de la LEA vers les autres pays africains est symbolique. L'on a noté en 1990, source OMT, un mouvement de l'ordre de 8 672 personnes dont la majorité est constituée par des mouvements de très proche voisinage.

2. Autres types de relations de coopération

2.1. Les investissements

Les succès du tourisme dans les pays africains membres de la LEA ont permis d'attirer vers ces pays des investissements de pays de la LEA principalement ceux du Golfe. Au stade actuel de nos informations, il est impossible d'en évaluer le niveau. A retenir seulement qu'il se dessine là un créneau porteur au moment où les projets d'investissements touristiques africains rencontrent des difficultés certaines auprès de sources liées au Groupe de Bretton Woods.

Parmi les raisons de ce flux d'investisserrment vers l'Afrique du Nord arabe il faut citer non seulement le fait que les investisseurs et les pays d'accueil relèvent du même système socio-culturel, mais également le fait que les pays d'accueil ont su faire la preuve de leur efficacité et de leur capacité à sécuriser ces ressources ainsi investies.

Outre ces actions ou peut être à cause d'elles, des ressortissants des pays Arabes non africains et principalement ceux du Golfe tentent d'investir dans le secteur du tourisme dans les pays au sud immédiat du Sahara. Dans la plupart des cas, ces interventions sont le fait d'individus et non des Etats. La privatisation du secteur doit certainement être l'une des raisons de cette évolution.

L'hôtellerie semble être le secteur le plus attractif. Les raisons en sont nombreuses. Parmi elles certainement le fait que le "béton fait sérieux et tangible".

B. RENFORCEMENT DE LA COOPERATION AFRO - ARABE EN MATIERE DE TOURISME

1. Les domaines de la coopération

Tout au long de cette étude nous avons mis en lumière certains des domaines de la coopération afro-arabe. Nous nous contenterons ici de les indiquer étant entendu que leur analyse détaillée et la détermination des voies et moyens de leur réalisation font l'objet des débats du Forum.

1.1. Coopération institutionnelle:

- La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique constitue à n'en pas douter un cadre privilégié pour la coopération socio-économique, culturelle et touristique. Les structures existent, il s'agira de formaliser cette coopération par des invitations à participer aux activités des institutions soeurs et opérant dans le secteur;
- Inscription de la coopération touristique parmi les domaines de la coopération OUA - LEA;
- Renforcement de la coopération touristique entre pays africains arabes et pays africains non membres de la LEA tant dans le cadre des institutions parrainées par la CEA et l'OUA qu'au sein des autres structures de coopération et de développement.

1.2. Domaines spécifiques de la coopération:

o Promotion touristique:

- Mise en place et commercialisation de circuits inter-états Afrique moyen orient. Ces circuits regrouperont des professionnels africains et du Moyen orient. Il s'agira de projets conjoints et non d'échanges de services. Ces

voyages comprendront non seulement les "pèlerinages" aux divers lieux saints islamiques et chrétiens mais également les voyages en Afrique (culture, faune sauvage, écotourisme, affaires, etc...).

- Echanges d'information et réalisation de programmes médiatiques d'information et de publicité avec une participation accrue des média;
- Renforcement des échanges en matière de transports et principalement, renforcement des dessertes de l'ensemble du continent africain par les compagnies aériennes arabes

o Promotion des investissements

- Encouragement à l'investissement arabe dans le tourisme africain y compris la mise en place de produits attractifs et représentatifs (restauration et mise en valeur de monuments et sites culturels et du patrimoine commun, artisanat et arts, développement et gestion de la faune sauvage et de l'environnement, etc...). A l'heure de la privatisation des investissements et de la gestion des produits touristiques africains, les capitaux arabes trouveront facilement des occasions d'intervention.
- Campagnes d'explication et de sensibilisation au phénomène tourisme et lutte contre les stéréotypes et contraintes multiples qui entravent une participation accrue aux efforts pour le développement touristique en Afrique

o Echange d'expertises

- **Formation professionnelle et transfert de technologie:** les institutions africaines de formation professionnelle ont fait la preuve de leur efficacité et sont mieux adaptées au niveau de développement du tourisme dans bien des pays de la LEA. Il est donc indiqué que les pays africains qui sont moins dotés de ces institutions fassent un usage efficace des institutions existantes.
- **Montage de projets et expériences en matière de mise en valeur de sites touristiques**
- **Développement de l'artisanat et des arts pour les besoins du tourisme et des collectivités nationales,**
- **Environnement et patrimoine humain.**

2. Recommandations

Le tourisme, de par sa nature, est un agent très important du rapprochement pacifique des hommes et des faits culturels et sociaux. Son développement dépend largement de la mise à disposition d'infrastructures de base (transports, communications, hôtels, restaurants, banques, services de santé, de sécurité, etc...).

Compte tenu de la complexité des domaines et formes de la coopération afro-arabe en matière de tourisme, il est suggéré que l'on puisse convoquer une première réunion d'experts qui analyseraient en détail la situation et préparerait une Conférence spéciale sur le tourisme afro-arabe. Cette rencontre sera organisée par la CEA, l'Organisation arabe du Tourisme, la Ligue des Etats arabes, l'OUA et institutions arabes et africaines de développement et de financement (BAD, BADEA, BISD, etc...). Ce noyau central s'assurera la participation de partenaires aussi importants que l'OMT, la Commission des Communautés Européennes (CEE). Une telle rencontre pourra se tenir en 1994.